



**Paul Graham**, Chairman

*South Africa*

**Mantas Adomenas**

*Lithuania*

**Hoda Chalak**

*Lebanon*

**Soon Juan Chee**

*Singapore*

**Yuri Dzhibladze**

*Russia*

**João Carlos Espada**

*Portugal*

**Hannah Forster**

*The Gambia*

**David French**

*United Kingdom*

**Morton Halperin**

*United States*

**Sameer Jarrah**

*Jordan*

**Michael Kau**

*Taiwan*

**Robert LaGamma**

*United States*

**Oumar Makalou**

*Mali*

**Mohsen Marzouk**

*Tunisia*

**George Mathew**

*India*

**Matteo Mecacci**

*Italy*

**Gus Miclat**

*Philippines*

**Ilona Mihaies**

*Romania*

**Dorota Mitrus**

*Poland*

**Erdenejargal Perenlei /**

**Zanaa Jurmed**

*Mongolia*

**Carlos Ponce**

*Venezuela*

**Andrea Sanhueza**

*Chile*

**Reza Eslami Somea**

*Iran*

**Vo Van Ai**

*Vietnam*

**Roel von Meijenfeldt**

*Netherlands*

**Dieudonné Zognong**

*Cameroon*

**DECLARATION AU NOM DU COMITE DIRECTEUR  
INTERNATIONAL NON-GOUVERNEMENTAL DE LA COMMUNAUTE  
DES DEMOCRATIES (ISC/CD) SUR LES EVENEMENTS EN COTE  
D'IVOIRE  
14 décembre 2010**

Le Comité Directeur International de la Communauté des Démocraties (ISC/CD -- coordinateur des activités de la société civile dans le cadre de la Communauté) note avec appréciation la déclaration récente du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui reconnaît les résultats des élections en Côte d'Ivoire. Cette déclaration reconnaît M. Alassane Ouattara comme vainqueur du deuxième tour des élections présidentielles le mois passé en République de Côte d'Ivoire. Cette reconnaissance suit des déclarations semblables émises par l'Union Africaine et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CDEAO), ainsi que par l'Union Européenne, les Etats-Unis d'Amérique, et d'autres gouvernements. Auparavant, le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, basé à Abidjan avec l'ONUCI, a déclaré que M. Ouattara avait gagné les élections par "une marge irréfutable," en basant cette déclaration sur une vérification précise, par les agents de l'ONU à travers le pays, contre les résultats annoncés par la Commission Électorale Indépendante.

Nous notons aussi que plusieurs groupes de la société civile nationale et internationale, y compris le Centre Carter et la Convention de la Société Civile Ivoirienne (CSCI) avait conclu que même si il y avait certains problèmes pendant le scrutin, ils n'étaient pas d'une dimension assez importante pour mettre en question tout le processus électoral – ni les résultats entiers.

Ces déclarations, qui méritent à eux seules d'avoir des titres à la une, prennent une importance accrue dans la lumière de refus de l'ancien Président Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite et de céder la Présidence dans un transfert démocratique du pouvoir après que les électeurs se seraient exprimés à travers les urnes. Au contraire, la Côte d'Ivoire se trouve maintenant avec deux Présidents et deux Gouvernements rivaux – l'un reconnu par les Nations Unies, les organisations régionales et continentales et plusieurs gouvernements, l'autre appuyé seulement par la force des Forces de Défense et Sécurité et des gangs de jeunes dans les rues d'Abidjan. Dans un pays qui vient de souffrir une guerre civile sanglante, dont les plaies se cicatrisent lentement, le risque d'une autre rupture par des moyens violents et extra-judiciaires est plus que troublant.

Si jamais il était question de savoir que le simple fait d'avoir des élections ne suffit pas pour faire une démocratie, les événements des dernières semaines en Côte d'Ivoire donnent des preuves solides qu'une vraie démocratie dépend beaucoup plus sur une adhérence fidèle à un processus bien défini et au respect pour les règles d'un état de droit, et pas seulement un seul événement électoral. Le Comité Directeur International appelle tous ses frères et sœurs dans la société civile -- en Côte d'Ivoire, à travers l'Afrique, et autour du monde entier – à se prononcer avec force au sujet de la confrontation politique à Abidjan, et d'œuvrer ensemble, par le biais de l'ONU et des organisations régionales, pour faciliter une transition paisible et démocratique aussitôt que possible.